

La Syrie : représailles « post-guerre civile » et rémanence du passé

Par **Myriam Benraad**

Myriam Benraad est professeure de relations internationales à l'Université internationale Schiller à Paris. Elle a récemment publié *L'État islamique est-il défait ?*, Paris, CNRS Éditions, 2023.

Bachar Al-Assad estime avoir gagné la guerre qui a démarré en 2011, même si des poches de rébellion demeurent et si la violence tend à nouveau à augmenter. Alors que les yeux de la communauté internationale sont rivés sur le conflit israélo-palestinien, son régime continue à réaffirmer brutalement son autorité sur une large partie de la Syrie. Les Syriens assistent impuissants à la restauration d'un ordre prétorien et autoritaire, tandis que le pays est peu à peu réintégré dans le jeu régional.

politique étrangère

Le 1^{er} avril 2024, des frappes attribuées à Israël ont touché un quartier de Damas abritant notamment le consulat iranien. Cette action militaire a tué onze personnes, dont deux hauts gradés de la Force Al-Qods pour la Syrie et le Liban, Mohammad Reza Zahedi et Mohammad Hadi Haji Rahimi. L'événement a fait l'objet d'une couverture médiatique importante mais, hormis les répercussions régionales de la guerre à Gaza, la Syrie est sortie des feux de l'actualité¹. Pourtant, en mars 2024, des enquêteurs onusiens faisaient état dans un rapport public de niveaux de violence parmi les plus élevés depuis quatre ans. La guerre civile est donc loin d'y être refermée.

Quelques mois plus tôt, le 5 octobre 2023, suivant un schéma déjà connu, une attaque de drones non revendiquée sur l'académie militaire de Homs a fait plus d'une centaine de morts parmi des officiers. Elle a

1. En mars 2022, la Commission d'enquête des Nations unies parlait d'« abîme syrien », ce qui explique sans doute que beaucoup aient fini par oblitérer l'existence même de cette crise.

été suivie, en représailles, par une série de bombardements du régime et de son allié russe sur la province d'Idlib, où continuent d'opérer plusieurs groupes armés, causant la mort de dizaines de civils et faisant des centaines de blessés. En outre, les déplacements de populations – estimés à 120 000 personnes – se poursuivent, les Syriens continuant de fuir lorsqu'ils le peuvent, notamment en sollicitant l'asile dans de nombreux pays européens. Certes, la gravité de ces derniers développements n'est en rien comparable avec les pires heures du conflit syrien. Elle remet néanmoins en cause la notion même d'un « après-conflit »².

Assad agite encore l'épouvantail d'un risque terroriste systémique

Les récits décrivant la phase présente en termes d'une violence de « basse intensité » en disent long quant à la polarisation persistante des esprits. Une première interprétation consiste à voir dans ce regain d'affrontements la détérioration évidente de l'environnement sécuritaire interne ainsi que la preuve que le régime de Damas n'a pas remporté la guerre. Les réactions toujours aussi vives de ce régime confirmeraient une lutte encore bien réelle pour sa survie, dans un État en large part failli³. Autrement dit, le retour d'un calme apparent en Syrie, dans une majorité de gouvernorats à l'exception des espaces demeurant aux mains des insurgés, ne serait qu'un leurre, une stabilité en trompe-l'œil, ne masquant que superficiellement les ravages engendrés par la guerre. L'actualité récente rappelle régulièrement que des centaines de partisans de l'État islamique, dont de nombreuses femmes, continuent de croupir dans le camp de réfugiés d'Al-Hol, le plus grand situé dans le nord-est de la Syrie, en y faisant régner la terreur⁴.

Selon une seconde interprétation, Bachar Al-Assad aurait résolument gagné la guerre en exploitant à sa faveur ce contexte instable et les attaques sporadiques ne seraient que des reliquats du conflit avec, ici et là, des ferments de résistance. De fait, se sachant délégitimé aux yeux d'une partie de la population, en particulier celle qui réside à l'extérieur des frontières, et ne cherchant pas spécialement à refonder un contrat social, Assad a besoin, au niveau stratégique, de ces poches d'instabilité

2. De fait, l'absence d'un processus de paix formel en Syrie a permis à Assad d'initier une dynamique de reconstruction qui ne s'embarasse d'aucune norme internationale. Lire S. Abboud, « Reconciling Fighters, Settling Civilians: The Making of Post-Conflict Citizenship in Syria », *Citizenship Studies*, vol. 24, n° 6, 2020, p. 751-768.

3. S. Bakkour et R. Sahtout, « The Dimensions and Attributes of State Failure in Syria », *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, vol. 35, n° 6, 2023, p. 1020-1036.

4. Certains commentaires évoquent ce camp comme la dernière enclave du « califat » qu'avait proclamé quelques années plus tôt le djihadiste irakien Abou Bakr Al-Baghdadi, depuis la ville de Mossoul.

pour justifier sa politique de reconquête. Il agit d'ailleurs encore l'épouvantail d'un risque terroriste systémique, contre lequel il serait le seul rempart. Cette stratégie a toujours été la sienne, du reste, depuis les premières manifestations de Deraa au printemps 2011, quand ses partisans entonnaient⁵ « Assad ou on brûle le pays ! ». Le maintien de la Syrie dans cet état de violence diffuse fait bien l'affaire du régime car l'instabilité représente en soi un ressort de premier ordre dans la production et la répétition d'un discours sécuritaire dont découlent directement ses opérations de répression.

L'approche rétributive privilégiée par Damas à travers de violentes représailles perpétue à dessein une crise, en permettant au régime de se présenter comme le « sauveur » de la nation syrienne et par là même de faire évoluer positivement son image. Cette stratégie a grandement contribué à sa réhabilitation à l'échelle régionale, voire aux yeux d'une partie de la communauté internationale. En retour, elle a renforcé la logique maximaliste des forces loyales à Bachar Al-Assad, à savoir l'objectif d'une reprise totale de la Syrie. Une telle exploitation du conflit s'est traduite, ces dernières années, par une réaffirmation des structures préto-riennes et néo-patrimoniales constitutives de l'identité politique syrienne. Ces structures appuient une résurgence autoritaire qui n'est même plus dénoncée depuis l'extérieur, ou alors uniquement dans la forme. Dans ce contexte, le rejet par Assad et ses associés de toute réconciliation nationale va de pair avec une stratégie d'ouverture et de normalisation de pure façade.

Rétablissement régional et rétribution interne

Soulevons d'emblée une question : Bachar Al-Assad ne s'est-il pas servi de la guerre à Gaza pour accentuer ses représailles internes ? La relance des hostilités entre Israéliens et Palestiniens constitue pour lui une formidable opportunité. Cette guerre dans son voisinage immédiat lui permet en effet de disculper, au sein des frontières de la Syrie, une surenchère militaire qui n'émeut plus l'opinion publique à l'heure où les yeux sont rivés sur les territoires palestiniens. Dans la foulée des attaques du 7 octobre 2023 revendiquées par le Hamas, l'armée syrienne et les troupes russes présentes dans le pays ont amorcé une opération de grande ampleur dans la province d'Idlib, au nord-est, qui est l'un des derniers bastions de l'opposition armée. Cette opération avait pour intention de

5. C. Coquio et al., *Syrie, le pays brûlé. Le Livre noir des Assad (1970-2021)*, Paris, Seuil, 2022.

réduire encore davantage cette opposition mais aussi d'accroître les pressions sur la Turquie⁶, afin qu'elle cesse ses ingérences répétées en Syrie.

Les événements survenus dans la bande de Gaza et en Cisjordanie ont non seulement facilité la réintégration de Damas dans un concert régional où toutes les haines se sont redirigées vers un autre théâtre conflictuel, mais ils ont également permis à Assad de s'auto-figurer sous les traits d'un « résistant » aux côtés de son principal soutien qu'est l'Iran⁷. Alors qu'il cristallisait voici quelques années l'animosité d'un nombre considérable de ses voisins sunnites, le régime alaouite capitalise désormais sur l'indignation face au chaos à Gaza pour tendre la main à ces États et se présenter comme un partenaire naturel face à l'État hébreu. L'appui répété de l'administration Biden à l'offensive Glaives de fer menée par Israël et la colère que sa posture a suscitée, sur fond de gel des accords d'Abraham, ont de surcroît entamé la capacité de Washington à diaboliser le régime syrien et à lui aliéner une partie du monde musulman comme par le passé. Il faut rappeler qu'Hafez Al-Assad (au pouvoir entre 1971 et 2000) était l'un des dirigeants arabes qui s'étaient le plus violemment opposés à toute reconnaissance d'Israël, insistant sur l'impératif d'une vaste union arabe.

Ce retour des vieilles alliances au Moyen-Orient permet à Assad d'exorciser le statut de paria dans lequel il était cantonné, regagnant ce grand « club » arabe et profitant de l'extrême brutalité de la conflagration gazaouie pour occulter ses propres crimes. Ce fut particulièrement clair lors du sommet conjoint de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique à Riyad en novembre 2023, lorsque le dictateur s'adressa pour la deuxième fois à ses homologues en soutenant qu'aucun pays arabe ne pouvait normaliser ses relations avec Israël jusqu'à l'obtention d'un cessez-le-feu total. Bachar Al-Assad se gardait bien entendu de recenser ses propres assauts contre plusieurs camps de réfugiés palestiniens en Syrie, comme à Yarmouk, près de Damas, assiégé par les forces gouvernementales dès les débuts de la guerre. Dès lors, et dans la mesure où il se considère vainqueur de la guerre et ne craint plus aucune réponse véritable, le régime syrien peut librement s'adonner à sa vengeance. Celle-ci revêt divers visages, qui ne sont pas sans faire songer, plus largement,

6. Les relations turco-syriennes ont toujours été très complexes. Au XX^e siècle, les Arabes étaient perçus dans l'imaginaire collectif turc comme des félons ayant prêté main-forte à l'Occident pour s'emparer de Damas. Du côté syrien, les persécutions ottomanes ont quant à elles laissé des séquelles, ravivées par les interventions militaires récentes d'Ankara.

7. Au gré du dernier conflit, Téhéran est devenu un allié vital pour Damas, au triple niveau politique, militaire et financier. Leurs rapports réciproques n'ont cessé de se consolider, les éléments les plus conservateurs de la République islamique saluant la « victoire » d'Assad contre ses ennemis régionaux et contre un camp occidental qui avait longtemps misé sur sa chute.

à la situation actuelle au Proche-Orient : destructions, expropriations, suppression d'espaces publics associés à l'opposition... Certains experts vont jusqu'à parler⁸ d'un « urbicide » en de multiples points du territoire syrien.

Pour sa part, Bachar Al-Assad n'a jamais fait mystère de sa volonté de faire payer son peuple pour avoir osé le défier, articulant une longue liste de châtiments qui n'a cessé de s'allonger. Les mesures punitives sont ainsi légion, allant de l'élimination des droits et libertés fondamentales jusqu'aux disparitions de civils, tortures et procès arbitraires et autres abus pratiqués en toute impunité. Toutes ces mesures relèvent d'une obsession inchangée : soumettre la population syrienne et étouffer les dissidences. En raison de la communautarisation avancée des lignes de clivage produite par la guerre civile, les Arabes sunnites, en particulier ceux originaires des provinces qui avaient pris les armes contre le gouvernement, sont les plus sévèrement visés⁹. Le seul fait d'être de confession sunnite expose tout Syrien et sa famille aux représailles potentielles de l'appareil militaire et sécuritaire.

Structures prétoriennes et néo-patrimoniales

Ceci conduit à explorer les structures qui, en arrière-fond, soutiennent cette mise en application de la vengeance du régime, sous couvert d'une normalisation qui ne doit pas faire illusion. Il n'est pas excessif d'affirmer qu'Assad gouverne entièrement selon un principe de rétribution institutionnalisée, s'appuyant au premier plan sur le retour et la consécration violente des structures prétoriennes et néo-patrimoniales déjà caractéristiques de la dictature avant la guerre. Le prétorianisme est un mode de fonctionnement politique au sein duquel l'armée s'érige en un pouvoir indépendant et menace constamment d'un recours à la force. Le néo-patrimonialisme, quant à lui, est une forme d'État où les détenteurs du pouvoir usent de réseaux de patronage et de clientélisme pour renforcer leur domination. Derrière ce qu'il reste d'institutions en Syrie, la survie du régime est entièrement dépendante de l'existence d'une « garde prétorienne » à plusieurs composantes¹⁰, qui a résisté à la guerre.

8. E. DiNapoli, « Urbicide and Property Under Assad: Examining Reconstruction and Neoliberal Authoritarianism in a "Postwar" Syria », *Columbia Human Rights Law Review*, n° 51, vol. 1, 2019, p. 253-312.

9. Quoique formant une communauté hétérogène en termes d'identités, d'allégeances tribales comme régionales, mais aussi d'affiliations politiques, les sunnites (entre 65 et 75 % de la population syrienne) font l'objet d'un ciblage systématique car suspectés d'avoir tous peu ou prou soutenu la révolte.

10. A. Perlmutter, « The Praetorian State and the Praetorian Army: Toward a Taxonomy of Civil-Military Relations in Developing Politics », *Comparative Politics*, vol. 1, n° 3, 1969, p. 382-404.

Au mois d'octobre 2023, le général Ghassan Tarraf a été nommé commandant de la Garde républicaine qui, rappelons-le, avait été instituée par Assad père en 1976 et alors confiée à Adnan Makhoul, cousin de son épouse, après plusieurs attaques par des factions palestiniennes qui s'opposaient à l'intervention de Damas au Liban. Composée d'hommes loyaux au régime, la Garde républicaine a toujours sanctuarisé la capitale et son palais présidentiel, ainsi que le premier cercle du régime. Bachar Al-Assad a lui-même servi dans ses rangs quand il était plus jeune, nouant des contacts étroits avec certains officiers de premier plan. Une autre composante de ce système prétorien qui n'a pas disparu est constituée des forces spéciales, historiquement basées dans la ville d'Al-Qoutayfah, à l'est de la capitale, et dans plusieurs points sensibles du territoire dont le mont Qasioun, qui surplombe Damas, et le port de Tartous. Deux clans parmi les grandes confédérations alaouites ont traditionnellement dominé ces forces : d'une part, les Haddadin qui, entre 1968 et 1994, empêchèrent une série de coups d'État – comme celui fomenté par Rifaat Al-Assad contre son frère en 1984 –, et de l'autre les Matawira, qui ont endossé un rôle clé dans la participation de l'armée arabe syrienne à la première guerre du Golfe en 1991.

Les lignes de conflit sont désormais gelées

Quoique les lignes de conflit soient désormais gelées, cet ordre prétorien repose sur le recrutement d'hommes au sein des forces armées dans le cadre d'un service militaire obligatoire entre 18 et 42 ans, y compris pour ce qui concerne la réserve nationale. Ce service militaire est synonyme de traitements humiliants et dégradants, traduisant là encore l'élan vengeur du régime. Une décision d'exemption ou de report du service militaire ne protège aucun homme des pratiques d'extorsion et de chantage qui ont cours. Les désertions peuvent se traduire par des peines d'emprisonnement qui conduisent dans bien des cas à la disparition, voire à la mort, des cibles. Les proches des déserteurs peuvent endurer des actes vindicatifs allant du harcèlement jus qu'au racket et d'autres méthodes d'intimidation.

Au-delà, le régime doit sa survie à l'existence d'une bourgeoisie d'État favorisée par Assad dès son accession au pouvoir en 2000, conformément à une perspective néo-patrimoniale créatrice de solides allégeances entre un patron et ses clients¹¹. En son temps, Hafez Al-Assad avait aussi bâti son *diktat* sur l'accumulation de richesses et un ample système de patronage mais, à l'époque, outre les membres de sa famille la plus proche, les

11. B. Salaymeh, « Syria Under al-Assad Rule: A Case of Neopatrimonial Regime », *Ortadoğu Etütleri/Middle Eastern Studies*, vol. 10, n° 2, 2018, p. 140-170.

gagnants étaient surtout les représentants du parti Baas. Son fils a, pour sa part, recherché l'appui d'une caste d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs¹² issus de toutes les communautés syriennes, dont nombre de sunnites et de chrétiens, en accordant à ces derniers la possibilité de s'enrichir en échange d'une allégeance absolue. Ainsi le régime s'assurait-il d'une large coopération dans ses efforts d'anéantissement de toute opposition. Après le soulèvement de 2011 et durant toute la guerre, cette élite économique a joué un rôle notable dans la préservation du régime et de ses intérêts, allant jusqu'à user de tactiques que l'on croyait réservées aux seules autorités comme le recours à la cooptation et la répression au sein de leurs propres communautés.

Une restructuration autoritaire pour tout horizon

Si d'aucuns considèrent encore que seule une transition démocratique pourrait véritablement mettre fin à la guerre en Syrie, il est peu probable que celle-ci se produise à moyen terme. Les aspirations des manifestants qui, en 2011, avaient afflué dans les rues et sur les places publiques pour exprimer leur soif de liberté et de représentation ont été les principales victimes du conflit. Quant aux scrutins tenus ces dernières années, passé le simulacre électoral, ils ont tous montré l'absence de démocratie en Syrie. En mai 2021, Assad a ainsi été reconduit pour un quatrième mandat¹³ après une parodie d'élection, qu'il a pourtant décrite comme la preuve de sa légitimité et du discrédit de tous ceux qui voulaient l'abattre. Ce scrutin fut organisé exclusivement dans les zones sous contrôle du régime, alors que la moitié de la population était encore déplacée ou réfugiée à l'étranger. Par ailleurs, aucun groupe d'opposition n'y a participé, ni même été toléré.

De toute évidence, la longueur et la violence du conflit syrien ont durablement érodé la possibilité d'une réforme politique, pavant la voie à une simple restructuration de l'autoritarisme d'antan. Malgré la faillite des institutions nationales, Bachar Al-Assad a transcendé la contestation populaire, les insurrections armées et les sanctions pour régénérer le régime. Il n'a fait qu'ajuster sa base sociale traditionnelle et adapter ses modes de gouvernance économique à l'environnement façonné par la guerre civile. L'expérience de la Syrie illustre la manière dont un régime autoritaire parvient à se mouvoir au milieu de la violence et des contraintes qu'elle crée. *In fine*, aucune résistance n'a pu venir à bout de

12. A. Sottimano, « The Syrian Business Elite: Patronage Networks and War Economy », *Syria Untold*, 24 septembre 2016.

13. « En Syrie, Bachar Al-Assad réélu président avec 95,1 % des voix », *Le Monde*, 27 mai 2021.

cet ordre autocratique installé depuis les années 1960 et capturé par un cercle restreint. Le gouvernement de Damas est sorti de la guerre encore plus féroce qu'il ne l'était, car éminemment militarisé. Pour le politologue Yaniv Voller¹⁴, le régime s'est même mué en une « milicitocratie » en raison du poids des milices pro-gouvernementales œuvrant au rétablissement et au maintien de l'ordre.

Considérons aussi le cas du Rojava, emblème d'une révolution sociale dans la région occidentale du Kurdistan et véritable laboratoire politique pendant plusieurs années. Outre les débats relatifs au caractère démocratique de ce projet initié par les Forces démocratiques syriennes à dominante kurde – soit le Parti de l'union démocratique et les Unités de protection du peuple qui forment sa branche armée –, le Rojava avait fait espérer une transformation profonde de la société syrienne. Mais, rapidement, ses partisans ont essuyé la répression de l'armée syrienne et les violents assauts des islamistes, notamment ceux des djihadistes de l'État islamique. Les Forces démocratiques syriennes ont aussi souffert du retrait des troupes américaines, puis de l'offensive débridée de l'armée turque et de ses mercenaires. Le Rojava n'a donc pas échappé au processus de restructuration autoritaire en Syrie, tandis que le régime a cherché à accentuer ses facteurs d'instabilité. Par exemple, l'armée syrienne s'est abstenue d'intervenir pour apaiser les tensions grandissantes entre Arabes et Kurdes dans les localités anciennement conquises par l'État islamique ou celles entre factions kurdes rivales, sans compter les ingérences d'un Iran hostile à toute indépendance kurde¹⁵.

Quand la terre tremble : drame ou opportunité ?

Un mot doit être dit du terrible tremblement de terre survenu dans le nord de la Syrie en février 2023. Assad a en effet tenté de transformer ce drame en opportunité, en forçant l'aide humanitaire à transiter par des régions sous son contrôle et en confiant sa distribution aux troupes gouvernementales. Il s'agissait de s'extraire encore plus de son isolement international en se déclarant rédempteur d'une nation meurtrie par la guerre et à présent par cette catastrophe naturelle. Plusieurs États arabes comme l'Égypte, la Jordanie ou les Émirats arabes unis, pourtant proches

14. Y. Voller, « Rethinking Armed Groups and Order: Syria and the Rise of Militiocracies », *International Affairs*, vol. 98, n° 3, 2022, p. 853-871.

15. Six millions de Kurdes en Iran restent frappés par la répression dans leurs régions, ce qui ne suscite que peu de mobilisation internationale en leur faveur, en dépit d'une longue histoire de résistance.

des États-Unis, se sont alors rapprochés du régime pour envoyer des vivres. Autrefois, ces pays avaient soutenu l'opposition syrienne, avant de se résigner à rétablir leurs liens avec Damas.

Ce séisme, le plus violent depuis près d'un siècle, a affecté à égalité les zones sous le contrôle du régime et de l'opposition. Il a offert une occasion inespérée à Bachar Al-Assad de poursuivre ses opérations militaires dans l'enclave d'Idlib, au nord-ouest, alors déjà en situation de déréliction¹⁶. Le gouvernement syrien a tout mis en œuvre pour entraver l'arrivée de l'aide humanitaire vers les populations de ce gouvernorat, accroissant les pressions sur elles et un certain nombre d'acteurs armés. Pour toute justification de cette politique, le ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Al-Meqdad a dénoncé¹⁷ une instrumentalisation de cette aide et le risque qu'elle tombe aux mains de terroristes, insinuant de plus que les sanctions économiques imposées par Washington étaient les seules responsables de ce désastre humain. En réalité, l'économie syrienne a connu un effondrement largement imputable à la politique du régime lui-même, avec pour fond l'interminable crise bancaire et financière du Liban, les répercussions de la pandémie de Covid-19, la guerre d'Ukraine et la fragilité socio-économique de l'Iran, mentor de Damas.

En outre, la Russie a dépêché des équipes de secours et redéployé ses forces en Syrie pour soutenir sélectivement les populations vivant dans les territoires tenus par le régime d'Assad. Moscou a bloqué l'aide à destination des zones rebelles, arguant que son passage par la Turquie, *via* le poste-frontière de Bab Al-Hawa, constituait une violation de la souveraineté syrienne. Dans un passé proche, d'autres points de transit existaient depuis le nord de l'Irak, la Jordanie et la Turquie, tous fermés sur injonction russe. Ainsi, même après de longues années de guerre et de dévastation, un drame de cette envergure a-t-il été cyniquement utilisé par Assad à des fins de reconquête politique et territoriale.

Réconciliation nationale et ouverture factices

Au moment de son indépendance, la Syrie avait été conçue comme un État fondé sur des principes de justice et d'égalité, tels que reflétés dans

16. Cet espace qui ne représente que 4 % du territoire compte une population de 4,5 millions de personnes, dont 90 % dépendent de l'aide humanitaire.

17. S'exprimant lors de la 52^e session ordinaire du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le 2 mars 2023, Mekdad a visé le camp occidental dans ces termes : « Ces pays ont poursuivi leurs politiques basées sur la politisation et le double standard et ont fermé les yeux sur les appels à l'aide des victimes sous les décombres et sur la grave pénurie de matériel de sauvetage et de secours causée par les mesures coercitives unilatérales imposées à la Syrie, ce qui confirme que ces mesures ne sont en fait rien d'autre qu'un outil de punition collective et d'assassinat et qu'elles ne sont pas moins dangereuses que le tremblement de terre. »

la constitution de 1950 – la seule réellement démocratique. La suite de l'histoire est malheureusement bien connue. Une succession de putschs a conduit à l'intronisation du parti Baas en 1963 et détruit la possibilité d'un pouvoir civil représentatif. Dans le meilleur des scénarios, une justice transitionnelle aurait dû prendre place en Syrie pour refermer la blessure de la guerre. Or tout s'est passé autrement. Assad a appelé à la réconciliation, mais dans des discours exhortant les « patriotes » à s'unir contre l'opposition. Ce langage n'a depuis guère évolué et le régime ne reconnaît toujours pas qu'une « révolution » a eu lieu en Syrie, n'y voyant pour sa part qu'une « main criminelle de l'étranger » destinée à détruire son pays. Pour Damas et ses alliés, la guerre civile n'a pas non plus mis face à face un pouvoir et une opposition, mais une « patrie syrienne » et ses intérêts face à une constellation d'ennemis internes et externes¹⁸.

Tout une rhétorique de la réconciliation a ainsi consisté, dans les faits, à punir la population. Sa mise en accusation aveugle et indiscriminée a permis au pouvoir de systématiquement rejeter la perspective d'un dialogue avec des mouvements d'opposition qualifiés de « gangs ». Reflux autoritaire et patronage d'État s'observent partout où le camp loyaliste a pris le dessus. Une polarisation commode entre soutiens et opposants ne rend pas vraiment compte des conséquences de décennies de coercition et d'endoctrinement à l'égard d'une société dont la soumission est essentiellement passive. Sans être des fidèles du pouvoir de Damas, de nombreux Syriens sont en effet d'abord préoccupés par leur survie quotidienne et demeurent dans une situation d'apathie, convaincus qu'aucun autre système politique ne peut voir le jour. Sur fond d'une fatigue de la guerre, on remarque aussi la nostalgie d'un ordre social qui, naguère, n'était pas dominé par des considérations ethniques et confessionnelles. Le conflit syrien a provoqué un hyper-morcellement du tissu social en compliquant *de facto* l'horizon d'une concorde. S'il a indéniablement évolué vers des formes moins prononcées de violence, celui-ci n'est pas parvenu à l'issue la plus raisonnable qui soit : celle d'une paix large, dont Bachar Al-Assad ne pourrait définir, dans tous les cas, les termes.

Pour conclure, il semble judicieux de s'interroger sur l'internationalisation de la crise syrienne et ses effets. N'a-t-elle pas, en définitive, accentué la détermination du régime à se venger de tous ceux qu'il perçoit comme ses ennemis existentiels ? En ouvrant les portes du pays aux investisseurs et touristes dans la période récente, en dépeignant la Syrie comme une

18. R. Aldoughli, « Bringing Loyalist and Opposition Factions Together: The Prospects for Reconciliation in New Syria », Middle East Institute, 27 avril 2022.

destination abordable et accueillante, les autorités cherchent sans la moindre ambiguïté à effacer l'obscur héritage du conflit, sinon à le rayer purement et simplement de l'histoire et de la mémoire collective. Cette campagne a du reste en partie porté ses fruits : des blogueurs et influenceurs reprennent l'argumentaire du régime en incitant leurs publics à prendre leurs distances avec les stéréotypes et clichés médiatiques les plus courants pour effectuer ce voyage. Assad bénéficie bien entendu de cette communication positive pour affermir l'idée d'une situation interne revenue à la normale, qu'il continuera à propager aussi longtemps qu'elle le servira.



Mots clés

Syrie
Guerre civile syrienne
Bachar Al-Assad
Néo-patrimonialisme

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only



TARIFS 2024

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE VOTRE COMMANDE		 €
FRAIS DE PORT		3,00 € pour une commande < à 35 € €
(achat au n° seulement)		0,01 € pour une commande > à 35 € €
TOTAL DE MA COMMANDE (commande + frais de port)		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : |_|_|_| Ville : Pays :
Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

